

SUPPLEMENT A C.A. N° 7 - MAI 1972
GROUPE AUTONOME DE PARIS (ex U.F.A.)

CE QUE NOUS PENSONS DE LA PROPOSITION DE RENCONTRE NATIONALE EN JUILLET DES GROUPES AUTONOMES ET INDIVIDUS INTERESSES PAR LE REGROUPEMENT -

Cette rencontre nous semble absolument nécessaire pour plusieurs raisons :

- tout d'abord il nous semble que cette réunion nous permettra de savoir où nous en sommes, elle nous permettra de savoir combien de groupes et individus gravitent autour du bulletin C.A.;
- elle nous permettra également de savoir si nous avons les moyens de confectionner à un niveau national un journal; nous verrons si une majorité de groupes ressentent la nécessité de ce journal (à propos de celui-ci, les propositions avancées par le groupe TIEURCE CABOCHON nous semblent particulièrement intéressantes. VOIR C.A. N° 6);
- elle nous permettra de savoir où en sont les contacts entre les groupes au niveau régional. Car il est bien évident que nous n'envisagerons un regroupement "national" que s'il s'appuie sur le principe du Fédéralisme Anarchiste donnant le plein pouvoir aux groupes de base coordonnés au niveau régional et enfin au niveau national.

Nous pensons que grâce à cette réunion, grâce à ce contact direct, nous saurons où en est le regroupement qui a motivé, ne l'oublions pas, la création du bulletin C.A..

En ce qui concerne l'organisation matérielle de cette réunion,

- nous pensons qu'elle pourrait s'effectuer sur 3 jours, par exemple les 14 - 15 - 16 JUILLET (ces trois jours étant fériés);
- quant au lieu, cette réunion pourrait se tenir dans une ville se trouvant sur la route du congrès international (qui se déroulera cette année en Italie), mais nous devons souligner que les groupes autonomes intéressés par le regroupement ne sont pas forcément intéressés par le congrès international. En conséquence, nous pensons qu'il faudrait choisir une ville assez centrale du point de vue national, Clermont-Ferrand par exemple.

Pour finir, nous rappelons que l'U.F.A. a agi très concrètement dès le mois de Décembre 71 en faveur du regroupement,

- elle a décidé de mettre son journal "LE LIBERTAIRE" à la disposition du regroupement;
- les divers groupes qui la constituaient ont décidé de se considérer comme étant des groupes entièrement autonomes, ce qui a abouti à une auto-destruction de l'U.F.A. en faveur du regroupement.

Donc cette réunion de Juillet nous donnera l'occasion de voir si nous avons la possibilité d'effectuer un travail commun.

GROUPE AUTONOME DE PARIS (ex. U.F.A.)

lettre datée du 31.3.72 que nous venons de recevoir.

Camarade,

PARTAGE NOIR est un regroupement anarchiste qui veut se placer sur le terrain de la lutte des classes. Ce groupe a pris l'initiative de faire paraître au niveau local un bulletin périodique.

- l'objectif de ce bulletin sera d'engager une discussion avec les divers éléments anarchistes de la région de ROUEN, d'éliminer entre tous les malentendus existants, de nettoyer nos divergences des scories idéologiques afin de les réduire à l'essentiel : c'est-à-dire à ce qui a une implication pratique.

Il existe dans l'agglomération rouennaise un fort potentiel libertaire actuellement disséminé dans l'inaction totale ou dans une pratique limitée; cette discussion, non limitée, devra déboucher sur des perspectives de liaison, d'information et d'action.

Les formes de cette organisation seront déterminées selon les résultats de cette discussion. Celle-ci ne peut avoir pour but d'apporter une réponse définitive à tous les problèmes du mouvement révolutionnaire, elle doit nous permettre d'engager le plus rapidement possible une pratique commune, ce qui est une partie importante du débat politique.

C'est cette pratique qui, intervenant rapidement, devrait nous empêcher de finir par couper des poils de cul en quatre.

Bref on fait le premier numéro ce mois-ci et on attend tes critiques et tes idées.

Salut.

- note de la C.T. de "C.A." -

l'adresse de ces camarades sera communiquée aux copains des environs de ROUEN qui en feront la demande.

URUGUAY : UNE REPRESION DECHAINEE

La crise profonde qui bouleverse l'Uruguay donne chaque jour au pouvoir de nouveaux moyens pour briser tout type d'organisation. La manipulation, l'opposition organisée, la persécution et la terreur couvrent un vaste éventail de population qui, d'ores et déjà, ne peut plus échapper à ce processus, les affrontements se précisent et les options se radicalisent.

C'est ainsi qu'on est parvenu à l'actuel "état de guerre interne" qui légalise très démocratiquement la dictature. Elle a mis le pouvoir aux mains des militaires qui commencent à marquer la vie du pays du sceau râgide du militarisme. Dans la mesure où cette crise s'étend, l'action des groupes et des différents secteurs sociaux peut être un facteur décisif et c'est dans cet esprit que, préventivement, le système réagit. Il instaure cet "état de guerre", l'étaye, par des mesures économiques faisant payer aux classes les plus pauvres le redressement d'une situation de banqueroute. De nombreux groupes subversifs, diverses actions armées, sont les résultats les plus directs de cette répression sévère qui vise les symptômes sans toucher aux causes, et même les renforce.

UNE EXPERIENCE COMMUNAUTAIRE SOUS L'OEIL

C'est dans ce panorama que s'inscrit la répression dont souffre aujourd'hui la "Communauté du Sud", une expérience de vie communautaire à base libertaire qui débute il y a 16 ans à Montévideo et réunit aujourd'hui plus de 40 personnes entre les adultes et les enfants. La communauté regroupe tous les services communs nécessaires : réfectoire, buanderie, garderie, salle d'étude, pour les enfants scolarisés et les autres salles de jeux et de réunion, bibliothèque.

Elle possède en particulier une imprimerie moderne spécialisée dans l'impression des livres. Antérieurement, elle avait été visitée et perquisitionnée à plusieurs reprises par la Police et l'armée. Lors d'une de ces perquisitions, ils ont fait une lettre ouverte aux voisins et amis; de cette lettre on peut reprendre les thèmes qui peuvent définir le sens de cette expérience, le désir de créer un lieu de socialisation positive où réapprendre la véritable vie en société: "nous voulons éduquer nos enfants sans égoïsme, sans compétition, dans un climat de solidarité. Nous croyons très important un travail en commun où les travailleurs apprennent qu'ils sont créateurs de richesses, des biens dont profite la société. C'est pour cela que nous n'avons ni patron, ni contremaître. Nous croyons qu'il n'est pas nécessaire d'avoir des bureaucrates et des politiciens qui dirigent et s'approprient le travail. Nous participons également, hommes et femmes, aux décisions de la communauté et donnons suffisamment de temps à cette tâche".

L'expérience n'est pas une réalisation fermée, resserrée sur elle-même même: "Nous continuons à affirmer que les principes de fraternité qui nous guident ne sont pas réservés au petit nombre, nous pensons que si les gens eux-mêmes s'organisent en fonction de leurs nécessités et si dans chaque lieu de travail, d'étude, dans chaque quartier, les intéressés cherchent et contribuent à trouver la solution de leurs problèmes, la société sera mieux organisée. Nous n'ignorons pas que s'il n'y a pas de travail pour tous, c'est que certains, bien peu assurément, sont les propriétaires des usines et terres, que bien des problèmes disparaîtraient si les moyens de production étaient dans les mains de ceux qui les travaillent". On peut souligner encore dans cette lettre que "nous cherchons à créer des coopératives de travail, des comités de quartier, des bibliothèques, des coopératives de logement et de service, des organismes populaires qui cherchent à promouvoir d'autres formes de vie, et nous donnons notre appui à d'autres organismes syndicaux ou d'inspiration sociale qui ont les mêmes buts. Parce que nous pensons que ces tâches ne peuvent être déléguées à aucun représentant ou politicien de métier d'aucun parti, nous cherchons à nous organiser de façon communautaire pour subvenir à nos besoins. Telles sont nos "idées subversives".

.../.....

"Nous voulons un monde sans faim et sans affamés, sans analphabètes, sans chômeurs, sans délinquants, sans voleurs, sans chefs ni subordonnés. C'est pour cela que nous vivons et luttons, pour que nous vivions dans la fraternité, dans la solidarité, sans égoïsme, sans propriété, sans priviléges."

La Communauté du Sud se définit ainsi comme forme de vie intégrale et comme un levier de plus dans le combat pour changer la société toute entière.

UNE NOUVELLE TENTATIVE POUR L'ETOUFFER

Récemment, le 18 Avril, la communauté reçut un nouveau coup, celui-ci plus grave que les précédents et qui peut lui être fatal. Ce jour-là l'atelier de l'imprimerie fut violemment envahi et occupé par l'armée. Les sept camarades qui y travaillent furent emmenés. La communauté fut également perquisitionnée deux nuits consécutives, la première fois de 2 à 4 H du matin et la seconde de 10 H à minuit. Ce fut l'occasion de nouvelles détentions. Bien que cette imprimerie soit extrêmement connue, l'information officielle, seule autorisée, diffusée par radio, TV et dans les journaux la nouvelle de la découverte d'une imprimerie clandestine cachée dans le sous-sol... centre d'impression et de distribution pour l'Amérique latine de tout type de matériel imprimé, y compris toute la gamme de livres se référant à la guérilla, aux actions subversives et révolutionnaires. En même temps, on la faisait passer pour une dépendance d'un centre d'information d'origine catholique qui occupait l'étage supérieur du local, et dans lequel furent également opérées quelques arrestations. Le fait, largement divulgué, donnait des armes à la propagande pour l'action anti-subversive de l'armée. Mais "l'invention" tint difficilement le coup face aux faits objectifs qui la démantelèrent.

L'Eglise obtint la liberté de ses emprisonnés, mais malgré de nombreuses démarches et plaintes, l'imprimerie de la Communauté du Sud reste au pouvoir de l'armée et un camarade est toujours maintenu au secret. On se heurte à l'hermétisme et à l'arbitraire des procédures militaires. Tout cela met dans une situation économique et sociale extrêmement dangereuse cette expérience de la Communauté. Il est sans doute utile de rappeler les preuves de solidarité des voisins et des groupes socialement actifs et l'aide extérieure qui permirent d'éviter la faillite matérielle et morale. Mais il apparaît clairement que si cet état de choses se maintenait, les difficultés deviendraient insurmontables. La notice a pour but de mettre en œuvre une campagne de solidarité.

Le 28 avril 1972

DERNIERE MINUTE

Aujourd'hui, le 2 Mai 1972, à 8 heures du matin, la Communauté a reçu une nouvelle visite de l'armée. A l'aide du camarade qui avait été mis à l'ombre (évidemment en mauvais état physique) ils sont venus chercher quelque chose. Ils n'ont rien trouvé, mais de toute façon, ils ont emmené avec eux un autre camarade. Maintenant il y a deux camarades aux mains de l'armée, ainsi que l'imprimerie. La chose devient de plus en plus critique chaque jour qui passe.

-o--o--o--o-

Les compagnons résidant en France et qui voudraient apporter une aide sous quelque forme que ce soit à nos camarades uruguayens peuvent s'adresser à " CONFRONTATION ANARCHISTE " - (P. MERIC, 3 rue MERLY, 31 - TOULOUSE - C.C.P. I.849.93. - MARSEILLE.

-;-;-;-;-;-;-;-;-